

Réponse de Green IT

A la consultation publique de l'ARCEP portant sur le projet de décision relative à la mise en place d'une collecte annuelle de données environnementales:

➤ ***Il est indispensable d'aligner la collecte sur la méthode PEF et les PCR numériques***

2023-09-30 - Envoi à numeriquesoutenable@arcep.fr

L'association Green IT, collectif d'experts indépendants du numérique durable, soumet à l'ARCEP ses observations en réponse à la consultation publique portant sur le projet de décision relative à la mise en place d'une collecte annuelle de données environnementales, ouverte du 27 juillet au 30 septembre 2023.

En synthèse, notre message principal est que les informations collectées doivent s'aligner avec les standards communs en matière d'études techniques, à savoir **la méthode PEF décrite et détaillée dans la recommandation de la Commission européenne 2021/2279 du 15 décembre 2021 (rectifiée au JOUE du 23 mai 2022)¹ et qui est la méthode de référence des derniers travaux de l'Ademe et de l'Arcep (étude impacts France, affichage environnemental, PCR, etc.).**

L'ensemble de nos commentaires s'articule autour de cette nécessité. Nous déplorons que le projet de décision réinvente un cadre à part.

Seules des données conformes aux normes de l'Union européenne seront pérennes et exploitables dans les nombreux travaux que cette collecte doit permettre de mener, comme il est expressément prévu dans le projet de décision :

- Réaliser des analyses de cycle de vie (ACV), à la suite de la première étude Ademe-Arcep, qui s'est efforcée de se conformer à la méthode PEF,
- Définir des règles sectorielles, notamment le développement de PCR, qui doivent se conformer à la méthode PEF,
- Alimenter les bases de données environnementales du secteur numérique, type base Impact et Négaoctet, qui doivent être conformes à la méthode PEF pour pouvoir intégrer les référentiels de la Commission européenne (ECLA).²

Créer des indicateurs nouveaux, non robustes et non mutualisables reviendrait, pour l'ARCEP, à:

- ne pas profiter de l'opportunité de cette collecte pour enrichir les bases de données et de connaissance d'éléments de haute valeur ajoutée,
- ne pas pouvoir partager utilement ses données et comparer ses analyses avec ses partenaires en France et en Union européenne,
- ne pas pouvoir injecter directement des bases de valeur dans les bases de connaissance et de données de l'Union européenne en matière de numérique durable,

¹ [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32021H2279R\(01\)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32021H2279R(01))

² <https://eplca.jrc.ec.europa.eu/index.html#menu1>

Ceci, sans ajouter de complexité, de risques d'erreurs ou de données manquantes, dans un domaine qui est déjà critiqué pour être complexe et dispersé.

I. COMMENTAIRES GÉNÉRAUX

Les commentaires ci-dessous sont structurants et s'appliquent à toutes les lignes de collecte de toutes les annexes.

a. Toutes les données collectées devraient être conformes à la nomenclature européenne

En l'état actuel, seule la collecte de données relatives aux émissions de gaz à effet de serre est cohérente avec la nomenclature européenne.

Or, l'étude Ademe-Arcep, qui s'appuie sur la méthode PEF, démontre formellement que l'empreinte environnementale du numérique en France est constituée à :

- 52 % par l'épuisement de ressources abiotiques (matières et fossiles) ;
- 28 % radiations ionisantes ;
- 11 % potentiel de réchauffement global ;
- 9 % les 12 autres impacts listés dans la méthode PEF.

Malgré ce constat, l'Arcep ne collecte que l'indicateur d'impact normalisé du Potentiel de Réchauffement Global (PRG). Les autres données collectées ne sont pas des indicateurs d'impacts, à fortiori normalisés.

- Nous recommandons de systématiquement intégrer l'ensemble des indicateurs d'impacts environnementaux pertinents, comme il est prévu dans la méthode PEF.

b. La collecte de données par l'Arcep devrait se référer à la méthode PEF

La proposition de l'Arcep n'identifie pas clairement une méthodologie de référence pour évaluer les impacts environnementaux. Le potentiel de réchauffement global (PRG) est évalué selon le GHG Protocol tandis que l'épuisement des ressources (ADP) est évalué en comptant des kg de métaux sans aucune méthodologie associée.

Pourtant, la Commission européenne recommande vivement aux Etats membres d'évaluer les impacts environnementaux selon la méthodologie ACV complétée par le PEF et les PCR associés. ACV et PEF permettent de standardiser les évaluations et de générer des rapports au format GHG protocol si nécessaire. L'Arcep contribue d'ailleurs à la méthode PEF et son étude sur les impacts du numérique respecte ce standard.

- Nous recommandons de systématiquement se référer à la méthode PEF pour la définition des indicateurs, de leur unité de mesure et de la méthodologie associée.

c. Choisir entre données primaires et impacts environnementaux

Le document collecte à la fois des données primaires (permettant de calculer ensuite des impacts environnementaux liés) et des données d'impacts environnementaux. Mais aucune des deux listes (données primaires et données d'impacts) n'est exhaustive. C'est un "patchwork" qui ne permet pas d'aboutir à une évaluation environnementale standard.

L'Arcep devrait collecter les données primaires permettant à l'Arcep d'évaluer les impacts.

- Nous recommandons de systématiquement se référer à la méthode PEF et aux PCR associés pour définir les données à collecter, qui devraient être en priorité des données primaires ; et seulement à titre subsidiaire et complémentaire, données d'impacts.

d. Définir les frontières du système

Les obligés ne sont pas contraints de définir le cadre de leurs évaluations (frontières du système, critères de coupure, inclusions et exclusions, etc.). Et l'Arcep n'impose pas une unique méthode standard d'évaluation des impacts comme de comptabilisation des données primaires. Les données primaires et d'impacts environnementaux collectées seront donc hétérogènes d'un acteur à l'autre et donc non agrégeables.

L'Arcep devrait définir les frontières du systèmes, sur la base de la méthode PEF, afin de donner un cadre unifié aux obligés et, in fine, de disposer de données homogènes et agrégeables.

- Nous recommandons de systématiquement se référer à la méthode PEF (et aux PCR associés) pour définir le cadre des évaluations et de demander aux obligés de procéder de même.

e. Collecter de vraies données primaires, représentant des unités, et non pas des fourchettes inutilisables

Pour les données primaires d'inventaire, l'Arcep les collecte en les discrétisant. Par exemple, "TV inf. à 33 pouces", "TV comprise entre 33 et 53 pouces", etc.

Compte tenu des méthodes d'évaluation des impacts qui sont propres à chaque type d'équipement, il serait plus judicieux de collecter des données non discrétisées, ce qui permettrait ensuite à l'Arcep d'aboutir à des évaluations d'impacts environnementaux nettement plus fiables. En effet, pour reprendre l'exemple ci-dessus, une TV de 33 et de 53 pouces sont comptabilisées de façon identique alors que les impacts environnementaux vont quasiment du simple au double. Même pour une ACV simplifiée type screening, la discrétisation proposée est contre-productive.

- Nous recommandons de ne pas discrétiser les données primaires d'inventaire. Et si discrétisation, de resserrer les plages de discrétisation.

f. Utiliser les bons discriminants techniques

Les paramètres retenus pour discrétiser les données primaires d'inventaire ne sont pas toujours les bons. Par exemple, la puissance de l'alimentation électrique des ordinateurs fixes n'est pas pertinente.

D'autres paramètres techniques plus pertinents pourraient être retenus comme le nombre et le type de microprocesseurs, la quantité de mémoire vive, le type et la capacité des supports de stockage, etc.

- Nous recommandons de systématiquement se référer à la méthode PEF pour définir le cadre des évaluations et, le cas échéant, de préciser la base scientifique.

Compte tenu des incohérences relevées ci-dessus, l'Arcep ne sera pas en mesure d'évaluer les impacts environnementaux associés au numérique en France. L'Arcep doit s'engager clairement pour une standardisation des évaluations. Il est plus que souhaitable que l'Arcep pousse les obligés à fournir des données d'inventaires exhaustives afin de pouvoir réaliser ses propres évaluations d'impacts sur la base du standard européen (PEF). A défaut, ce qui serait difficilement compréhensible, l'Arcep doit préciser, pour chaque Annexe, le standard d'évaluation à utiliser par les obligés pour effectuer leurs calculs, ainsi que le cadre de l'évaluation (frontières du système, critères de coupure, etc.).

II. DÉTAIL DES RÉPONSES AUX QUESTIONS

ANNEXE A

Question 1 Avez-vous des remarques sur les données relatives aux ordinateurs fixes, métaux précieux et terres rares qu'il est envisagé de collecter ?

La recommandation 2021/2279 mentionne explicitement l'indicateur à retenir en matière de métaux précieux et terres rares : **l'épuisement des ressources abiotiques (ADP), dont l'unité de calcul est le kg équivalent antimoine (kg Sbeq)**, selon le modèle de caractérisation figurant dans la méthode CML, développée par l'université de Leiden aux Pays-Bas. Ces exigences figurent à la section "3.2.2 Catégories d'impact de l'empreinte environnementale" de la recommandation, tableau 2:³

³ Recommandation 2021/2279 rectifiée, p. 30:

[https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32021H2279R\(01\)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32021H2279R(01))

Tableau 2

Catégories d'impacts de l'EF avec indicateurs de catégorie d'impact de l'EF correspondants et modèles de caractérisation.

Catégorie d'impact de l'EF	Indicateur de catégorie d'impact	Unité	Modèle de caractérisation	Fiabilité
Épuisement des ressources, minéraux et métaux	Épuisement des ressources abiotiques (dernières réserves ADP)	kg Sb _{eq}	Van Oers et al., 2002 tel que figurant dans la méthode CML 2002, v.4.8	III

Cependant, dans le projet soumis à la présente consultation, l'épuisement des ressources est évalué en comptant des kg de métaux sans méthodologie associée, mais par référence au décret n°2022-748 du 29 avril 2022.

Or, la présente collecte a un objet tout autre : il s'agit d'une collecte à but statistique, d'études et de recherche, qui ne cherche ni à simplifier ni à rendre lisible une information sur une surface d'affichage potentiellement contrainte. Il s'agit ici d'obtenir une information fiable, exhaustive, exploitable et partageable aux fins d'étude. La première nécessité est donc ici de travailler sur des unités de mesure et des indicateurs les plus standards possibles. Cet objet est d'ailleurs inscrit noir sur blanc dans le projet de décision (article 2.1.3 et similaires).

Par ailleurs, nous ne sommes pas sûrs de comprendre la phrase "les volumes de métaux précieux et terres rares à comptabiliser ici sont définis dans le décret n° 2023-748 du 29 avril 2023". Si le projet est de demander une décomposition par métal, alors nous déconseillons fortement cette approche, qui serait à la fois excessivement coûteuse et inutile puisque la méthode PEF prévoit déjà un standard et que, sur la base de ce standard, les calculs ont déjà été effectués en kg Sbeq.

Nous signalons une coquille dans la référence au décret: il s'agit d'un texte de 2022, et non de 2023.

Green IT recommande donc très fortement à l'ARCEP de retenir l'indicateur et l'unité de calcul prévus par la méthode PEF (ADP en kg Sbeq) pour sa collecte de données environnementales.

Cette réponse s'applique également à la question 8 de la présente consultation.

ANNEXE B**Question 2 Avez-vous des remarques sur les données qu'il est envisagé de collecter ?**

De nombreux indicateurs pertinents manquent.

Sur la méthode CML, voyez le site de l'université de Leiden:

<https://www.universiteitleiden.nl/en/research/research-output/science/cml-ia-characterisation-factors#downloads>

Nous recommandons de vérifier que cette collecte est cohérente et alignée avec le PCR Centres de données développé sous l'égide de l'Ademe⁴:

- les données collectées sont-elles alignées avec le PCR centre de données?
- quelles données sont à collecter en plus pour s'aligner au PCR centre de données?

Question 3. Les décompositions envisagées de la consommation électrique et de la consommation en eau du centre de données, permettent-elles, selon vous, de prendre en compte tous les postes de consommation des centres de données ?

Il convient de vérifier la cohérence de cette décomposition avec le PCR centres de données précité.

Question 4. La décomposition envisagée de la surface du centre de données permet-elle, selon vous, de prendre en compte la diversité des centres de données existants ?

Il convient de vérifier la cohérence de cette décomposition avec le PCR centres de données précité.

ANNEXE C.1

Question 5. Avez-vous des remarques sur les données qu'il est envisagé de collecter ?

Nous renvoyons à nos observations plus haut sur la cohérence avec la méthode PEF et les PCR applicables.

ANNEXE D

Question 6. Avez-vous des remarques sur le seuil à compter duquel l'obligation de communication d'informations s'applique aux équipementiers de réseaux mobiles ?

Pas de remarques.

Question 7. Avez-vous des remarques sur la représentativité des marchés considérés, compte tenu du seuil proposé ?

Pas de remarques.

Question 8. Avez-vous des remarques sur les données qu'il est envisagé de collecter ?

⁴ https://librairie.ademe.fr/cadic/7604/referentiel_rcp_datacenter_services_cloud.pdf

Voyez notre réponse à la question 1: afin d'être conforme à la méthode PEF, l'indicateur à retenir en matière de métaux précieux et terres rares est **l'épuisement des ressources abiotiques (ADP), dont l'unité de calcul est le kg équivalent antimoine (kg Sbeq)**, selon le modèle de caractérisation figurant dans la méthode CML, développée par l'université de Leiden aux Pays-Bas.

Question 9. Avez-vous des remarques concernant les modalités de restitution des indicateurs par l'Arcep ?

Pas de remarques, si ce n'est d'insister sur le fait que compte tenu de l'usage envisagé des données, il est indispensable de se placer dans le cadre méthodologique européen de PEF.

A propos de Green IT

Le collectif Green IT est l'association qui fédère les experts à l'origine de la sobriété numérique, du numérique responsable, de l'écoconception de service numérique et de la slow tech.

Depuis 2004, nous avons développé des outils que nous mettons gratuitement à la disposition de tous pour structurer la démarche de sobriété numérique. Ces « communs numériques » sont des méthodologies, des systèmes d'évaluation, des référentiels, des logiciels et d'autres outils.

Nous produisons des études de référence pour guider la société civile et les pouvoirs publics vers une meilleure compréhension des enjeux et des solutions pour réduire notre empreinte numérique.

Le collectif Green IT ne représente les intérêts d'aucune organisation professionnelle ou acteur économique ou politique. Pour renforcer cette indépendance, le collectif Green IT est structuré en association loi 1901 à but non lucratif volontairement non financée : l'ensemble de nos travaux reposent sur le bénévolat d'expert.e.s indépendant.e.s.